

# Après une année 1996 catastrophe, les forces vives de la Suisse entamées

Autor(en): **Fabarez, Alain**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique Suisse en France**

Band (Jahr): **76 (1996)**

Heft 4: **L'euro condamné à réussir**

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-889369>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# APRÈS UNE ANNÉE 1996 CATASTROPHE, LES FORCES VIVES DE LA SUISSE ENTAMÉES

**L'année 1996 est aujourd'hui à peu près bouclée. On en connaît globalement les résultats pour notre pays. En raison de la baisse de la consommation interne, de la stagnation ou, selon les secteurs, du recul des investissements et de la morosité conjoncturelle en Europe, notre produit intérieur brut s'est une nouvelle fois replié.**



**Alain Fabarez**

Directeur  
du quotidien  
économique  
suisse  
"L'Agefi",  
Lausanne

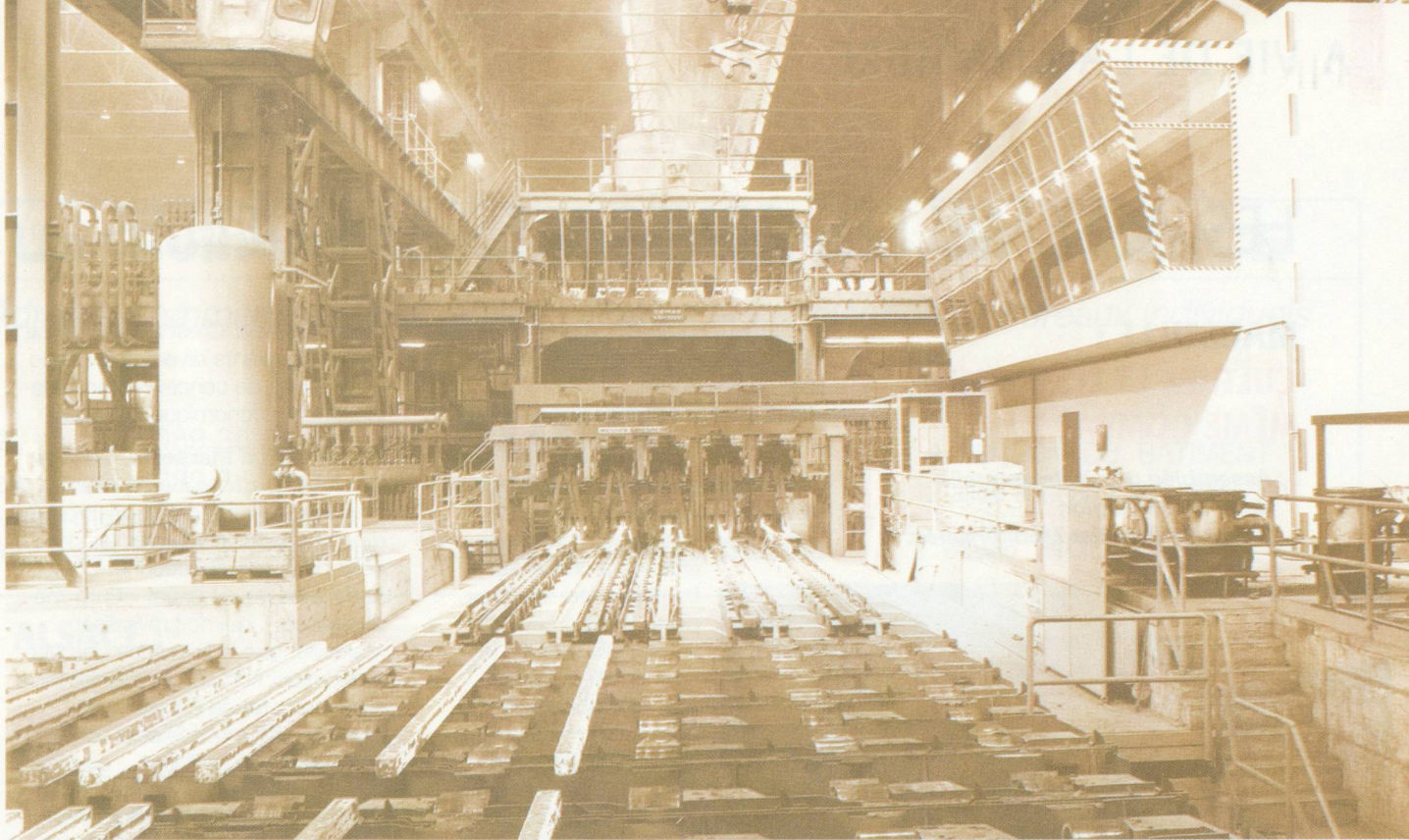
Les économistes et les commentateurs qualifient cet "état de fait" de récession ou de déflation. A tort malheureusement, car récession ou déflation s'inscrivent dans un cycle conjoncturel. On progresse pendant une période, on ralentit ensuite, pour repartir. Ce qui bien évidemment n'est pas grave. Normal en fait. Pourtant, un simple dictionnaire nous le rappelle : récession implique ralentissement ou fléchissement de l'activité économique. Déflation : ralentissement de l'inflation par des mesures monétaires ou financières.

L'analyse de la situation actuelle nous montre, à l'évidence, que ce n'est pas ce type

de situation que nous vivons. Nous ne sommes pas en période de cycle, en période de ralentissement pour mieux repartir. Nous sommes – il ne faut pas nous le cacher – en période de destruction structurelle ! En d'autres termes, des pans entiers de notre économie sont en train de s'effondrer et/ou de disparaître... »

de situation que nous vivons. Nous ne sommes pas en période de cycle, en période de ralentissement pour mieux repartir. Nous sommes – il ne faut pas nous le cacher – en période de destruction structurelle ! En d'autres termes, des pans entiers de notre économie sont en train de s'effondrer et/ou de disparaître, sans que la timide création de nouvelles entreprises ne pallie ce gouffre vertigineux sous nos yeux, sans véritable réaction de nos autorités. Et plus on laissera les choses aller, plus il sera difficile de remonter la pente.

Des exemples ? Ils foisonnent. Les indéfectibles optimistes citent l'horlogerie. C'est, a contrario, un bon exemple.




D.R.

La grande crise a coûté plusieurs milliards de l'époque à notre communauté et si, après des années de galère, certaines sociétés ont relevé la tête, on dénombrait six cents entreprises horlogères dans les années quatre-vingt. Elles sont dix fois moins aujourd'hui et l'horlogerie de luxe, fierté du pays, est passée majoritairement sous coupe étrangère. La crise actuelle détruit donc des secteurs entiers de notre structure. Le primaire, avec l'agriculture ; le secondaire, avec notre industrie, qui s'étirole chaque jour un peu plus : le secteur des machines bien sûr, mais aussi le textile dont il ne reste que quelques bribes, etc. Quant au tertiaire, il est attaqué de toutes parts : la distribution prend son envol vers d'autres horizons, la banque n'est plus ce qu'elle était (on sait les charrettes de licenciements... passées et à venir). Plus grave : lorsque nos grands établissements investissent dans les nouveaux secteurs porteurs, comme les synthétiques, ils le font à Londres ou à Luxembourg, au détriment de Zurich ou Genève. Nous sommes en plein dans le rouge. La Banque Nationale Suisse l'a compris, elle qui milite maintenant quasiment pour le retour de l'inflation ! Car il nous faudra notamment un peu d'inflation pour faire repartir le bateau, pour relancer la consommation, baisser les salaires sans que la pilule soit trop amère, payer la dette publique. Et des réformes de structure, des déréglementations, des assouplissements...

**« Une véritable révolution culturelle est face à chacun d'entre nous ; elle ne pourra entrer en force que si elle repose sur un véritable consensus social. »**

Une véritable révolution culturelle est face à chacun d'entre nous.

#### **Retrouver un consensus social**

Malheureusement, il appert que celle-ci ne pourra entrer en force que si elle repose sur un véritable consensus social. Un vocable galvaudé, mais primordial. Consensus social veut dire que les plus nantis paient plus volontiers leurs impôts, qu'ils évitent de transférer leurs avoirs à l'étranger. Que les grands industriels délocalisent en tout dernier ressort. Que les financiers ne licencient qu'à juste titre. Que les collaborateurs retroussent leurs manches et ne rechignent pas aux heures et efforts supplémentaires, etc. En sommes-nous là ? Certainement pas. Et c'est ce qui est grave car, sans ce consensus fondamental, le pays va être tout simplement dans l'impossibilité de faire face aux défis qui le guettent. Ces défis s'appellent mondialisation de l'économie, avènement de l'Union économique et monétaire ou, plus prosaïquement, concurrence transfrontalière. Ces défis veulent dire que nos acquis, notre sécurité, sont attaqués de toutes parts. Et, en "mots simples", que si nous ne nous serrons pas les coudes, nous périrons – certes, chacun de notre côté, mais tous les uns après les autres. Même si, comme cela semble être le cas, la reprise conjoncturelle en Europe et dans le monde devrait dès l'année prochaine nous permettre un léger rebond. 

*Des pans entiers de notre économie vont tomber.*